

Février 2010  
N° 1 - 1re année



samedi 27 février  
MARCHÉ  
POUR LA DIGNITÉ

Rassemblement  
devant la mairie  
d'Éric BESSON  
à DONZÈRE 26 (Voir p. 3)

## Edito

### PICODENT, C'EST PARTI !

**V**ous avez entre les mains le n°1 officiel du Picodent, journal ouvert des Alternatifs Ardèche - Drôme. La parution précédente était une version initiale, un numéro 0, une sorte de répétition générale avant le lancement officiel. Les retours ayant été plutôt positifs, nous entamons une « carrière » que nous espérons longue, grâce à vous, amis-e-s lecteurs et lectrices.

Nous sommes un mouvement autogestionnaire, la reprise d'entreprise par les salariés nous interpelle et nous intéresse, vous le verrez avec le dossier Ceralép, et également avec La Musette, point de vente auto-organisé tenu par des paysans voulant vivre et travailler autrement au pays.

Vivre ici, au-delà du localisme, c'est se préoccuper de se qui se passe ailleurs

comme au Mexique, dans le Chiapas où les communautés indigènes s'organisent pour vivre dignement et commercialisent solidairement leur café.

La résistance, elle passe par l'organisation de stages de désobéissants. Mais également par la lutte contre Big Brother à Aubenas initiée par un collectif anti vidéosurveillance.

Question agenda politique, la préparation des régionales nous a beaucoup sollicité-e-s, nous essayons d'en rendre compte. Bref, un nouveau numéro qui nous l'espérons, vous donnera envie de lire et peut-être d'écrire dans les prochains Picodent. Un blog est à votre disposition pour tout commentaire, suggestion, faites le vivre. Bonne lecture !

Daniel

## La SCOP CERALEP de St-Vallier (Drôme)

### DU COMBAT SYNDICAL À L'APPROPRIATION DE L'OUTIL DE TRAVAIL

**N**ous avons visité, le lundi 4 janvier, la société CERALEP à St-Vallier dans la Drôme. Cette entreprise fabrique des isolants électriques pour des courants à très haute tension. Elle a été reprise en SCOP par ses salariés et présente, outre des

performances économiques enviables, de réelles avancées en termes d'autogestion et d'appropriation par les travailleurs de leur outil de travail.

Vous lirez notre dossier en pages 4 et 5



## SOMMAIRE

ÉDITO : Picodent, c'est parti ! P 1

CULTURE - EXPRESSION : p'tit coin-coin lecture P. 2

AUTOGESTION - DÉMOCRATIE : la "Musette" P. 3

AUTOGESTION - RÉSISTANCES : CERALEP P. 4 et 5

RÉSISTANCES - FÉMINISME : vidéofliqué(e)s en sud-Ardèche P. 6

INTERNATIONAL - SOLIDARITÉS : café, échanges solidaires P. 7

DÉSObÉISSANCES : mais qui sont les Désobéissants ? P. 8



## P'tit coin-coin lecture

Je vous propose le livre de TAKIS FOTOPOULOS.

Takis Fotopoulos : "**Vers une démocratie générale, une démocratie directe, économique, écologique et sociale**" chez Seuil.

Takis Fotopoulos est économiste et politiste. Il a enseigné à l'université de Londres - Nord. La démocratie générale est son 9me livre "*Une autre histoire, tournée vers la quête du bien commun, est impossible sans une libération globale du pouvoir citoyen. La démocratie générale opère cette libération en appliquant à tous les champs de la société le principe égal du pouvoir. Cela implique donc, outre une démocratie politique directe, une démocratie politique et sociale qui reconsidère l'organisation de la production et de sa gestion. Loin de suggérer une nouvelle utopie destinée au seul débat*

### POÈME

#### Identité

*Je ne suis ni Marocain  
Ni Mauritanien  
Mais tout simplement  
Sahraoui  
On fait couler mon sang  
Mon sang à flot  
Je m'identifie à celui qui  
souffre de ma douleur  
Le Marocain s'en va  
ayant opprimé  
mes semblables  
Viendra un autre  
puis s'en ira  
Compte sur toi-même  
Sur ton soulèvement  
Adopte la violence  
révolutionnaire  
Comme principe  
De tes principes.*

(Un poète algérien)

*philosophique, il s'agit ici de dessiner les contours concrets d'une nouvelle société ainsi qu'une stratégie plausible de transition."*

## La mare aux anars

### Billet de (mauvaise) humeur

## PRENDRE EN GRIPPE

Rose et gras ... J'ai vu passer la grippe A (dite "grippe porcine"); sans me faire de mouron, droit comme un coq... j'ai attendu la grippe aviaire; et la grippe saisonnière n'a pas passé l'hiver.

Je n'y peux rien, j'ai une santé en béton à faire pâlir d'envie toutes les cimenteries de Cruas. Jamais un rhume, jamais une migraine. Pourtant - et j'en avais ressenti les premiers symptômes à l'intérieur dès 2002 - j'ai attrapé au printemps 2007 une A.S.P. chronique et mon état ne fait qu'empirer. L'A.S.P. ou Anti-Sarkozysme Primaire est une maladie bien connue des spécialistes de l'infiniment petit et dont l'agent pathogène est parfaitement identifié. Ce microbe vibronnant se renouvelle tous les 5 ans et vit dans son milieu naturel et nourricier- le Fouquet's - qu'il partage en toute amitié avec de nombreux staphylocoques dorés de type yachtii-L et rolexii-L.

Malgré une grosse tête due à un ego surdimensionné, il

s'acharne à pénétrer tous les corps constitués, même dotés d'une solide Constitution, pour les affaiblir et les contrôler. Lors de l'infection, des maladies associées peuvent se développer : la bessonite, maladie très opportuniste, amène des nausées et un immense sentiment de dégoût; le syndrome de Lefèvre-Heurtefeux provoque une éruption de boutons et une irrésistible envie de fracasser le téléviseur à coups de statuette de la cathédrale de Milan. Pour guérir de ce microbe, il est recommandé d'en chasser les miasmes en ouvrant ses fenêtres aux vents du Vercors et surtout de ne pas hésiter à faire un grand ménage !!! Mes voisins de palier italiens ont pour leur part attrapé depuis plusieurs années un silvioberlusconi-L - microbe également vibronnant qui se dirige avec sa queue - dont ils n'arrivent pas à se débarrasser.

**Patrocle**



## Bulletin d'Abonnement

À adresser à : Picodent, les Bérangères 26400 ALLEX

Ce journal représente un coût assez élevé pour notre petite organisation. C'est pourquoi nous lançons une campagne d'abonnement pour nous permettre d'amortir une partie du budget engagé. Cette modeste contribution peut être une occasion pour vous de nous soutenir dans nos engagements militants sociaux, écologiques, féministes, autogestionnaires, internationalistes et altermondialistes.

Abonnement électronique : 5 € par an.

Abonnement papier : 10 € par an.

Nom, Prénom : .....

Adresse postale : .....

Adresse électronique : .....@.....

Je souhaite m'abonner au journal des Alternatifs 26 - 07.

Je choisis la version électronique.

Je souhaite recevoir la version papier à mon domicile.

Je souhaite être informé-e par la liste électronique des activités des Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.

Je souhaite adhérer ou prendre contact avec les Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.

Je souhaite recevoir trois exemplaires de Rouge & Vert (journal national).

# picodent

le journal des Alternatifs 26 - 07

#### Directeur de publication :

Jean SAGNARD,  
quartier Sougeyrol 07200 VOGUË  
Tél. 04.75.37.76.87

#### Éditeur :

ALTERNATIFS 26 - 07

#### Publication :

imprimerie le CRESTOIS  
B.P. 217 - 26400 CREST

Publication bimestrielle

Journal édité à 150 exemplaires

Vous pouvez dès à présent vous rendre sur le blog  
<http://picodent.canalblog.com>

## Un petit coin d'alternative paysanne en sud Ardèche

### LA MUSETTE

**I**l y a une quinzaine d'années, un groupe de paysans de l'Ardèche projettent de produire, transformer et commercialiser leur production. Ils se retrouvent une dizaine, dont deux déjà installés, les autres en Brevet Professionnel REA (installation en milieu rural, y compris hors agriculture) avec l'association Asfodel, au centre Olivier de Serres à Mirabel. Ils se constituent en GIE (Groupement d'Intérêt Économique).

#### Leurs motivations

- ° Construire quelque chose de collectif,
- ° avoir une maîtrise sur la chaîne production-commercialisation,
- ° vivre décemment de son travail en privilégiant le circuit court et la vente de proximité.

Aujourd'hui, quinze producteurs - transformateurs, dont quatre à l'origine du projet, vendent légumes, volailles, charcuterie, fromages, confitures, miel, pain et vin, ... Ils sont installés la plupart sur l'Ardèche méridionale et jusqu'à Vernoux.

#### Leur organisation

Pour faire fonctionner la structure, ils se sont dotés de moyens collectifs.

- ° Une réunion mensuelle permet de traiter les problèmes ponctuels d'organisation et la gestion du quotidien.
- ° Une réunion trimestrielle sert d'instance décisionnelle

et donne la ligne « stratégique » de l'organisation (changement de lieu de vente par exemple).

- ° Des permanences au magasin sont assurées par chaque producteur (1/2 journée par semaine). Au-delà de l'aspect économique (pas de vendeur salarié), chacun est en contact avec la clientèle et cela permet de créer une relation de proximité et d'être confronté à la critique.
- ° Les animations et les responsabilités sont tournantes dans la vie de l'association, chacun intervient en fonction de ses désirs et compétences (compta, matériel...)

Sur l'aspect financier, chacun encaisse le chiffre d'affaires de sa production, 10% de celui-ci sont prélevés pour assurer les charges collectives, la plus importante est représentée par le loyer. Il est à noter que les prix de vente sont discutés pour éviter l'effet-marché (inflation due à la demande).

#### Contrôle collectif

Tout nouvel entrant est parrainé par un ou plusieurs membres. S'exerce alors un contrôle collectif par une visite de la ferme, afin d'évaluer que :

- ° ce soit une petite exploitation,
- ° le type de production corresponde à l'éthique du groupement. Même si le bio n'est pas obligatoire, la démarche doit être de même nature et sans OGM évidemment,
- ° les produits soient acceptés par le collectif. Ils doivent être complémentaires et non concurrentiels.

L'aspect solidaire tient une place importante. Ainsi, la structure a pu faire un prêt à un collègue traversant une période difficile (perte de cheptel par exemple).

Ce type de fonctionnement

samedi 27 février

### MARCHE POUR LA DIGNITÉ

Le Collectif des associations de défense des demandeurs d'asile et sans papiers Drôme - Ardèche, ASTI, LDH, RESF, vous invite à la marche sur DONZÈRE 26, mairie d'Éric BESSON

**Départ MONTÉLIMAR : 10 h (place de la mairie)**  
**Départ VIVIERS : 12 h 30 (place de la Roubine)**  
**13 h 30 : convergence à Châteauneuf-du-Rhône**  
**15 h : arrivée à la mairie de Donzère**

### LES RÉGIONALES, EXERCICE DIFFICILE !

Une décision majoritaire a été prise en coordination nationale : faute d'un accord le plus large possible, alliance avec le Front de Gauche dans la liste "Ensemble".

n'est pas isolé. D'autres points de vente existent sur la région, regroupés dans une association rhônalpine (AVEC). La Musette fait partie de l'association mais ne cherche pas à se développer par ce biais. Pour eux, l'idée maîtresse est de rester « petit », à taille humaine.

L'organisation de la Musette traduit en actes, dans un secteur d'activité, les aspirations des Alternatifs.

On y retrouve les quatre piliers fondamentaux de notre mouvement :

- ° La démarche autogestionnaire par la prise collective des décisions. Également, chacun, par sa place, est responsable de l'ensemble et du bon fonctionnement de la structure.
- ° Les moyens de production mis en place respectent leur environnement, la vente de proximité implique un circuit court.
- ° Les principes de fonctionnement en font une entreprise solidaire au sens où chacun est responsable du tout. De plus, la solidarité peut prendre la forme d'entraide.
- ° Homme ou femme, ils sont impliqués également dans tous les maillons de cette chaîne de production, de transformation et de vente.

**Daniel, Jean**

Cependant nous avons la possibilité dans notre mouvement autogestionnaire d'appliquer ou non la décision nationale (sans faire de blocage).

En Rhône - Alpes, après consultation et vote, c'est le même résultat qui a été obtenu.

MAIS ces élections régionales sont conçues de la manière suivante et ce, depuis déjà deux mandatures : une liste régionale déclinée par département est présentée, donc les électeurs vont voter sur une liste départementale pour des élections régionales. Alors voilà la difficulté.

Nous avons une position nationale, une position régionale, il reste les réalités locales (départementales). Et là ça se complique...

En Drôme et en Ardèche, nous n'avons pas voté majoritairement pour la liste "Ensemble". Nous ne sommes donc pas participants sur cette liste mais le logo des Alternatifs est présent sur les tracts régionaux !

Nous sommes déçus par l'impossibilité des "vieux partis" à s'accorder sur leurs possibles en mettant au premier plan les impossibles. Nous avons rêvé d'une vraie pluralité, d'une véritable écoute de la diversité du rassemblement. Mais nous sommes confrontés à un Front de gauche élargi, non pas à un ENSEMBLE.

Chacun-e sur son territoire vivant des réalités politiques différentes et les Alternatifs souhaitant rester proches du terrain de leurs alliances dans les luttes, partir sur une liste n'a pas été possible.

## La SCOP CERALEP de St-Vallier (Drôme)

### DU COMBAT SYNDICAL À L'APPROPRIATION DE L'OUTIL DE TRAVAIL.

**Nous étions 6 militant-e-s des Alternatifs à visiter, ce lundi 4 janvier, la société CERALEP à St-Vallier dans la Drôme. Cette entreprise fabrique des isolants électriques pour des courants à très haute tension (3500 - 4000 volts). Elle a été reprise en SCOP par ses salariés en avril 2004 et présente, outre des performances économiques enviables, de réelles avancées en termes d'autogestion et d'appropriation par les travailleurs de leur outil de travail.**

#### **La reprise de l'entreprise en SCOP**

Créée en 1921, cette entreprise a appartenu à différents groupes industriels (Merlin-Gérin, Alsthom Atlantique, Keramik Holding AG Laufen) avant d'être détenue par le groupe autrichien CERAM (1993) qui sera lui-même racheté par un fonds d'investissement (de type « private equity ») en 2001. Cette entreprise CERAM dispose donc d'un ensemble européen de sites de production (Autriche, Allemagne, Suède... et St-Vallier en France). Dès cette époque, l'unité de production française fait figure, au sein du groupe, de « vilain petit

canard », les syndicalistes CGT de l'entreprise ayant notamment réussi à imposer un Comité d'Entreprise européen. Lors de la reprise de l'entreprise par un fonds d'investissement, l'objectif de ce dernier était d'obtenir de chaque unité de production un rendement supérieur à 10%, objectif qu'il n'atteindra jamais à St-Vallier du fait de la combativité des travailleurs locaux. Dès lors, les dirigeants décideront de fermer St-Vallier et mettront artificiellement cette unité en perte par une surfacturation de la part du groupe. Deux ans après la prise de contrôle du fonds d'investissement, les événements se précipiteront : dépôt de bilan en septembre 2003, puis liquidation en janvier 2004.



Il est donc flagrant pour les travailleurs que la faillite de l'entreprise est purement politique. Dès lors germe naturellement l'idée qu'il est possible de reprendre l'entreprise : les travailleurs restent mobilisés et, en dépit de la liquidation prononcée, maintiennent la production pour livrer les clients restants. Un contact est rapidement pris avec l'Union régionale SCOP de Rhône-Alpes qui estime que l'entreprise peut être viable avec un fonds de roulement

de 900 000 €. Le mouvement coopératif (SOCODEN, SPOT et Crédit Coopératif) apporte 800 000 € (sous forme de prêts et de titres participatifs) et demande aux travailleurs de réunir les 100 000 € restants. Ne pouvant apporter que 49 000 €, les travailleurs décident de mobiliser la population locale qui réunira, sous forme de dons à une association créée pour l'occasion, les 51 000 € restants, laquelle association souscritra des parts sociales et participera au conseil d'administration.

Dans le même ordre d'idée, CERALEP étant la dernière unité de production d'isolants électriques en France, les clients (EDF, SNCF, Trench...) interviendront tant auprès du Conseil Général que du Gouvernement pour le maintien de l'activité sur St-Vallier. Un ami d'enfance du délégué CGT, Robert Nicaise, ayant fait carrière à des postes de direction dans le privé, s'intéressera à ce projet et épaulera les travailleurs de CERALEP dans la gestion de l'entreprise (cet individu préside aujourd'hui l'association de soutien et participe à ce titre au conseil d'administration). Au final, suite à d'intenses mobilisations, le préfet donnera son feu vert à la reprise de l'entreprise sans obligation pour la société nouvelle de rembourser près d'un million d'euros auprès de l'AGS (Association pour la Gestion du régime de garantie des créances des Salariés). En avril 2004, c'est-à-dire trois mois après la liquidation de l'entreprise, CERALEP Société Nouvelle reprend officiellement l'activité de l'entreprise sous la forme d'une SCOP avec l'intégralité des 51 travailleurs encore présents dans l'entreprise.

La première leçon à tirer de cette expérience porte sur l'appropriation intuitive et na-

tuelle de l'autogestion aussi bien par les travailleurs que par l'environnement extérieur. Pour les travailleurs, la reprise en SCOP était la façon concrète et pratique de maintenir l'emploi. Comme l'indiquait Robert Nicaise, à l'époque syndicaliste CGT, cette reprise n'a été possible que parce que les travailleurs n'ont jamais baissé les bras face à la liquidation et sont restés mobilisés durant tout ce processus. Pour le voisinage, la perspective de la reprise de l'entreprise par ses travailleurs était vue comme une initiative sympathique auquel il fallait naturellement apporter son soutien aussi bien financier que pratique (manifestations, aide à la gestion apportée par de nombreux partenaires). Pour certains décideurs d'entreprises clientes, pourtant à mille lieues d'une pratique autogestionnaire, la perspective de devoir se fournir auprès de nouveaux partenaires alors que CERALEP donnait pleinement satisfaction, au seul bénéfice des critères de rentabilité financière des propriétaires, n'avait absolument aucun sens et justifiait la poursuite des relations commerciales avec la nouvelle SCOP.

#### **De la SCOP à l'autogestion**

Depuis cette date, la société ne réalisera que des exercices bénéficiaires. Les niveaux de salaires à la date du dépôt de bilan seront intégralement maintenus immédiatement a-près la reprise de l'entreprise. Depuis CERALEP a créé dix nouveaux postes de travail et augmenté les salaires de 10 % sur cette période. Il est à noter que, comme dans toute SCOP, en sus des salaires, les bénéfices restent dans les mains des travailleurs qui les main-

tiennent en réserves impartageables (environ 50 %), les distribuent sous forme d'intéressement (environ 35 %) ou de dividendes (environ 15 %) qui rémunèrent des parts sociales détenues par eux-mêmes. Grâce à la constitution de ces réserves impartageables sur 5 ans, l'entreprise est aujourd'hui en mesure de rembourser les différents prêts obtenus exclusivement auprès du mouvement coopératif.

Au-delà de cet aspect financier, les pratiques dans l'entreprise ont bien changé. Dès les débuts de la coopérative, on a pu noter une hausse de la productivité de 25 %, cette hausse étant principalement obtenue par une baisse du niveau de déchets, donc de la qualité apportée à la production. Dans le même ordre d'idée, l'ambiance au travail a radicalement évolué, comme en témoigne la décision des travailleurs de s'autoriser de la musique pendant les heures de travail, ce qui était, bien évidemment, strictement interdit par l'ancienne direction. Le combat pour la parité est loin d'être négligé car si les femmes ne sont que quatre dans l'entreprise, deux d'entre elles siègent au conseil d'administration.

L'entreprise refuse que, comme cela se passe dans certaines SCOP, il existe deux catégories de travailleurs : les associés et les non associés (qui resteraient donc des salariés au sens classique du terme). Dès leur entrée dans l'entreprise, les individus sont invités à souscrire des parts sociales, soit immédiatement si ils-elles le peuvent, soit par prélèvement de 4 % de leur salaire brut jusqu'à atteindre un montant de parts sociales égal à un salaire trimestriel. Dans le même ordre d'idée, la fourchette des salaires est restée très raisonnable entre 2 000 € et 3 300 € (pour le dirigeant). Ces deux éléments (tous associés et fourchette de rémunération réduite) garantissent donc une égalité de droits très forte à même de favoriser l'épanouissement de l'autogestion.

## Cette expérience dans la perspective de la transformation sociale

Que l'on soit clair : cette expérience ne peut être reproduite telle quelle dans n'importe quelle entreprise et n'importe quel contexte. Outre la mobilisation permanente des travailleurs et de la population, des éléments-clés objectifs expliquent le succès de cette reprise d'entreprise : un savoir-faire éprouvé et unique à l'échelon d'un pays et la présence d'une clientèle qui souhaitait le maintien de cette entreprise.



Cependant, rien n'interdit d'envisager un programme politique de transformation sociale qui favoriserait ce type de reprise sur les principaux secteurs clés de l'économie, ce qui permettrait à toutes les entreprises, à l'image de CERALEP, de bénéficier d'entreprises clientes favorables à une telle évolution. En effet, cette expérience nous prouve, s'il en était encore besoin, que les travailleurs sont non seulement capables de s'approprier la gestion de leur propre entreprise, mais surtout de faire mieux (augmentation de la qualité de la production) grâce à une autre atmosphère de travail.

De même, le refus du secteur bancaire traditionnel de financer CERALEP à ses débuts (seul le mouvement coopératif a soutenu) nous montre l'importance de disposer d'un secteur public bancaire conséquent (et probablement exclusif) capable d'apporter les

financements nécessaires à la poursuite de l'activité économique. À cet égard, le haut niveau de financement externe (800 000 € sur les 900 000, soit près de 90 %) nous laisse envisager la viabilité de fonctionnement d'une économie avec des entreprises à fonds propres réduits (et pourquoi pas inexistant) qui libérerait les individus à l'égard du pouvoir de l'argent.

De ce point de vue, ce combat des travailleurs de CERALEP, bien que géographiquement et numériquement limité, est potentiellement riche d'enseignements en vue d'une politique de transformation sociale. Les Alternatifs remercient particulièrement CERALEP et Robert Nicaise de leur accueil et souhaitent bonne chance à cette entreprise.

## Commentaires...

*Robert Nicaise, désormais président mais plus gérant depuis le 1er janvier, nous a accueilli(e)s pendant 3 heures. Nous avons visité l'entreprise.*

*Beaucoup de fierté chez cet homme qui a porté le projet de reprise à bout de bras sans compter ses heures. Il a, comme beaucoup de ses homologues (cf. le film de Lip, le film des réquisitions de Marseille ou tous les témoignages en Argentine), parlé de l'importance de la solidarité du voisinage, de la ville, des familles et au sein de son couple, lors de la lutte. Conditions indispensables de la réussite.*

*La musique à fond dans une des salles m'a fait penser à l'imprimerie récupérée Chilavert à Buenos Aires. J'ai alors posé la question de la légitimité de cette musique... Eh bien effectivement, auparavant était interdit, voire confisqué, tout poste de musique. Le passage à la SCOP a permis cette amélioration des conditions de travail dans un local où la température ne devait pas dépasser les 10 degrés !*

*Nous avons croisé quelques ouvriers souriants et nous saluant (c'était l'heure de la pause repas). Le nouveau gérant est venu se présenter discrètement (peut-être n'est ce pas facile de reprendre derrière R. Nicaise !)*

*La volonté de témoigner de l'expérience est forte, les portes de l'entreprise se sont ouvertes par exemple sous forme de portes ouvertes chaque année.*

*R. Nicaise nous fait part de son choix de faire des essais de fabrication de pièces en terre commandées à un artiste. Envie de pousser les compétences vers la culture... ouverture vers d'autres mondes... L'entreprise est redevenue humaine.*

*Nous avons questionné sur les garde-fous dont s'est dotée la SCOP pour préserver l'esprit coopératif avec les nouveaux salariés. L'actionnariat obligatoire nous semble un bon gage de cet engagement. Sera-t-il suffisant ?*

*La place des syndicats dans une SCOP ? D'après R. Nicaise, les relations sont différentes car la situation de l'entreprise est mieux connue et partagée. Ils sont nécessaires pour garder les liens au quotidien avec les salariés.*

*Reste que si le fonctionnement est bien coopératif, les marchés qui lui permettent de fonctionner sont toujours au service du capital. Si nous avons entendu quelques souhaits de travailler dans un esprit plus "Vert", le chemin est encore long vers des choix éthiques de production.*

*Projets à l'issue de cette visite :*

*Initier, dans le trimestre qui vient, une rencontre à partir du témoignage de l'expérience de CERALEP avec des entreprises de la Drôme et de l'Ardèche en difficultés.*

*Permettre une mutualisation des questionnements et des réponses Alternatives possibles.*

**Pénélope**

## Vidéo-fliqué-e-s en sud Ardèche !

**Nous vivons une époque formidable ! À l'ère du « tout communication », chacun-e d'entre nous peut joindre à peu près n'importe qui sur la planète, on peut, au lieu d'aller voir un être humain, commander sa pizza sur internet, jouer au voyeur auprès de tous les exhibitionnistes ayant une caméra ouèbe, visionner avec Gougueule sa prochaine location saisonnière. Bref, c'est la grande communication au milieu de « l'ultra moderne solitude », comme le dit Souchon.**

Mais la communication, ça fonctionne dans les deux sens, et si des caméras nous permettent de voir notre petite sœur (ou quelqu'un-e d'autre) à l'autre bout du monde, d'autres servent aussi à nous « protéger », contre qui ? Mais contre nous-mêmes ou l'un des nôtres.

Je sais, nous avons déjà les satellites qui peuvent repérer des humains ou objets de plus en plus réduits. Ca, c'est pour les stratégies politico-militaires qui nous gouvernent.

Mais ça ne suffit pas, il faut qu'on puisse ressentir un véritable « sentiment de sécurité » dans notre proximité.

Donc localement, conformément à la volonté de ceux qui tiennent le bâton, il est nécessaire de « protéger les personnes ». Comment ? En engageant des éducateurs, animateurs, fabricants de lien social ? Vous n'y pensez pas ! Bon, alors, en engageant des flics supplémentaires ? Pas seulement ! Peut-être que ça ferait trop Corée

du Nord ou Tunisie, un flic à chaque coin de rue ! Et puis, en France, on n'aime pas trop la flicaille.

Alors ? Il y a plus subtil, pour ne pas dire pervers. Les caméras de vidéosurveillance, appelées parfois vidéo-protection. C'est discret, ça ne fait pas de bruit, ça ne craint pas vraiment les intempéries et ça a plusieurs fonctions.



La première, celle de prévenir les délits. Ben voyons ! La deuxième, rassurer et faire baisser le fameux « sentiment d'insécurité ». Ca doit marcher en partie pour la tranche d'âge située après, disons 60 ans. Enfin, cela permet de visionner après coup des personnes ayant commis un délit. Juste pour la petite histoire, Scotland Yard, police britannique, indique que dans le pays le plus vidéo-surveillé au monde, 5 millions de caméras, ce système a permis de résoudre environ 3% des vols et délits commis. Ils ont même employé le terme de « fiasco », c'est dire ! Chaque habitant est filmé en moyenne 300 fois par jour !

On peut donc légitimement se poser la question du pourquoi cet engouement ministériopréfectorial français. Et là, plusieurs pistes s'offrent à nous :

- L'une consiste à pointer le juteux marché de ce vidéo-flicage. Le gouvernement veut passer de 20 000 à 60 000 caméras sur le territoire. Pas dans les lieux privés, il y en a déjà plein dans les magasins, mais sur la voie publique. Le gouvernement fait coup double. Il met des budgets en

place pour cela, avec les objectifs cités plus haut, et il les pique dans ceux de la prévention de la délinquance (fini, le recrutement de travailleurs sociaux!). Entre 2003 et 2007, le marché a progressé de 41 % et l'augmentation est exponentielle (source MSI Reports).

- L'autre, beaucoup plus pernicieuse, consiste à nous habituer à être surveillé-e-s « pour notre bien ». Comme le dit Foucault dans son livre **Surveiller et punir**, « faire que la surveillance soit permanente dans ses effets, même si elle est discontinuée dans son action ». Son livre, paru en 1975, concernait le domaine de la prison. Eh bien, maintenant, la prison est partout. Orwell n'est pas loin !

Si tout le territoire n'est pas encore quadrillé, ce n'est pas le cas des villes d'Aubenas, de Largentière, de Ruoms et bientôt de Vals-les-Bains, commune de notre « cher » député-maire. C'est ce monsieur qui avait posé une question au gouvernement début 2009 pour avoir la liste des communes vidéo-surveillées. Réponse, en 2007, 1522 communes et 66 établissements publics de coopération intercommunale ! Mais on ne peut avoir la liste.

Heureusement, la résistance commence à s'organiser. En Ardèche méridionale, un comité anti caméras s'est mis en place, essaie d'informer, d'aller voir derrière les écrans et monte quelques petites actions sur le marché. Par exemple, des membres se promènent dans la cité et demandent ensuite à la mairie le droit de visionner leurs déambulations. Le but étant de faire renoncer la municipalité à poursuivre l'implantation de ces caméras (18 actuellement).

Pour nous, Alternatifs, membres de ce collectif, ce dispositif est d'abord **liberticide, coûteux et inefficace.**

**Daniel, Richard**

### CAFÉMINISTE

**vendredi 19 février**

**au café associatif  
"LA BOUCHERIE"  
à Romans,  
rue Pêcherie**

**"Quelle alchimie  
à l'œuvre dans la  
construction de  
notre sexualité ?"**

Un homme ayant beaucoup d'aventures, c'est un Don Juan, une femme, c'est une Salope. Que dissimule ce dire populaire ? Venez en débattre ! Livre de référence : **"L'emprise du genre, masculinité, féminité"** d'Ilana Löwy.

L'association des caféministes de la Nouvelle Éducation Populaire contribue à la bataille d'idées pour lutter contre la reproduction du système de domination patriarcal et permettre l'émergence d'une société juste, solidaire et autogestionnaire. Le Caféministe : un débat dans un lieu public ouvert à touTEs, où l'on ne se sent pas captif-ve, mais toujours libre de s'en aller ou de rester, voire de rester anonyme. Avec un défi qu'on répète à chaque café : que chacunE s'ose à parler, avec ses hésitations, ses convictions, ses interrogations.

**picodent**

le journal  
des Alternatifs  
Drôme - Ardèche

Publication bimestrielle

Vous pouvez dès à présent consulter le blog  
<http://picodent.canalblog.com>

**Pour celles et ceux qui souhaitent avoir plus d'informations ou nous rejoindre : [alternatifs07@wanadoo.fr](mailto:alternatifs07@wanadoo.fr)**

## Café, échanges solidaires.

C'EST QUOI, "LE BIO",  
"L'ÉQUITABLE", "LE SOLIDAIRE" ?

**L**e bio et l'équitable sont à la mode. Les grands distributeurs l'ont bien compris et proposent de plus en plus dans leurs rayons ce type de produits.

Pour le bio, rien n'empêche de faire fabriquer cette nourriture loin des terroirs, en exploitant la main d'œuvre. Ainsi, des centaines d'hectares sont exploités (c'est bien le mot !) en Roumanie pour « faire du bio » et surtout « du blé ». Néanmoins, une alternative existe bel et bien au bio-marketing, elle est l'œuvre depuis des années de nombreux paysans de l'Ardèche et de la Drôme qui commercialisent leurs produits bio sur les marchés, dans la distribution spécialisée et dans les boutiques gérées directement par les producteurs.

Pour l'équitable, le principe est de payer un peu plus que celui du marché le prix aux producteurs. Ce qui permet à des boîtes, comme par exemple l'Occitane, de bénéficier de subventions européennes pour se faire du fric sur le beurre de karité ou l'huile d'argan. Les prix à la vente sont plus élevés que ceux pratiqués par Andines, véritable entreprise solidaire, qui rémunère les paysannes africaines à leur juste prix et pourtant vend moins cher en France. Cherchez l'erreur !

Depuis une dizaine d'années, en lien avec les communautés indigènes du Chiapas, au Mexique, un circuit de café solidaire s'est mis en place, à partir de trois coopératives. Le but est de permettre aux producteurs une juste rémunération et un développement autogestionnaire de ces communautés. Face aux exactions de l'armée et du gouvernement, ces communautés se sont auto-organisées en 5 Caracol (conseils de bon gouvernement) qui essaient de gérer la

vie quotidienne de la population (éducation, cultures, foncier, santé,...).

En France, certains libertaires relaient cette initiative.

En Drôme, une association, Caracol 26, organise depuis plusieurs années l'acheminement et la vente de café « rebelle et zapatiste » (c'est le nom officiel).



En Ardèche, nous (trois membres des Alternatifs) venons de créer une association similaire, Solal, qui signifie SOLidarité avec l'Amérique Latine. Dans ce cadre, nous proposons ce café véritablement solidaire. Pourquoi véritablement ? Parce que d'une part, ce café est prépayé par les consommateurs, ce qui évite aux paysans d'emprunter pour produire. En second lieu, il est payé au dessus du prix de « l'équitable ». Enfin, les bénéfices réalisés sont reversés, non pas aux producteurs, mais aux Caracol, conseils de bon gouvernement, qui affectent ces sommes en fonction des besoins identifiés des communautés.

En novembre-décembre, nous avons prépayé environ 300 kg de café, qui sera livrable en juin 2010. Nous en avons volontairement commandé au-delà des souscriptions faites pour que celles et ceux qui veulent intégrer la démarche puissent encore le faire.

C'est pourquoi, nous vous mettons ci-contre un exemplaire de bon de commande.

### CONFÉRENCE INTERACTIVE

organisée par l'ASTI Romans

**JEUDI 11 FÉVRIER à 20 h 30**

à la salle Charles Michel  
à Romans-sur-Isère.

Thème : **"LA QUESTION DE L'IMMIGRATION"**

avec la participation d'Alain Morice,  
sociologue et membre de Migreurop.

### DEVOIR DE SUITE SUR KHEDHER

**A** ce jour (fin janvier), Khedher Addad a une autorisation provisoire de séjour valable jusqu'au 7 mars. Il devrait obtenir une carte de séjour d'un an renouvelable. Il travaille à nouveau à la Pizzeria de St-Sauveur-de-Montagut et sera, en mars ou avril, papa. L'exemple de Kheder est un cas parmi d'autres. Les Alternatifs sont engagés localement, sur le terrain dans des actions de soutien aux personnes, aux familles Sans Papiers qui sont traquées pour être expulsées. Ils militent pour leur régularisation, en Ardèche, en Drôme, comme dans d'autres régions de France (à Calais en particulier) en s'associant aux collectifs de soutien menés par les associations comme l'ASTI, RESF, la CIMADE... Les régularisations s'arrachent au compte goûte avec une dépense d'énergie considérable. L'alliance des associations et des partis politique est indispensable pour faire bouger les choses.

Les Alternatifs agissent aussi politiquement ; ils ont dénoncé l'immigration choisie : « c'est un facteur aggravant de la situation des "Sans Papiers", de leur famille et de tous ceux qui leur ressemblent. » Ils se sont prononcés pour la régularisation de tous les Sans Papiers. En particulier ils ont donné leur soutien total à la grève des travailleuses et travailleurs sans papiers... Tous les travailleurs sans papiers doivent être régularisés ! Slogan irrecevable pour la droite et aussi pour une partie de la gauche. Un des piliers du mouvement est la Solidarité, en s'associant activement à la difficile lutte des Sans Papiers (si peu électoraliste), les Alternatifs ne dérogent pas à cet engagement, bien au contraire, ils « agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale... un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations... »

NOM : Prénom :  
Adresse :  
Mel :  
Je commande : x 5 paquets de café à 3 € le paquet, soit x 15 € =  
Je rajoute sur le total de la commande mon adhésion à l'association, soit 3 € mini.  
Je libelle mon chèque à l'ordre de SOLAL  
J'envoie le tout à :  
Daniel ROMET / Solal tél : 04.75.94.38.21  
Fiougier  
07170 LUSSAS  
Pour plus d'infos, <http://cspcl.ouvaton.org>  
Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte

## 2me Journée de formation - réflexion des Alternatifs

**« Tout pouvoir de domination se compose de deux éléments indissolublement mêlés qui en font la force : la violence et le consentement (...). Pour porter au pouvoir une partie de la société (les hommes, un ordre, une caste ou une classe), la répression fait moins que l'adhésion, la violence physique ou psychologique que la conviction de la pensée qui entraîne avec elle l'adhésion de la volonté, l'acceptation sinon la coopération des dominés. »**

**Maurice Godelier  
- L'Idéal et le Matériel -  
Fayard 2008.**

C'est sur le thème des rapports entre l'État et les citoyens, de la création de l'ennemi intérieur et des moyens de surveillance et de coercition que s'est tenue dans le massif du Coiron notre deuxième journée de formation - réflexion de l'année 2009. En deuxième partie, fut discutée la question dérangeante de ce que pourrait être une police et une justice dans une société autogestionnaire. Malgré la date peu propice du 19 décembre, nous étions nombreux-ses : Alternatifs et sympathisant-e-s, libertaires ardéchois-e-s et membres de comités anti-répression et anti-surveillance, à participer à cette journée dont le thème de la place de l'individu dans

la société apparaissait à tou-te-s essentiel à la construction d'une pensée autogestionnaire.

Ni meeting, ni conférence, la Journée de formation, par sa durée, son caractère non-public et l'application de la règle de la « fermeture-éclair », permet de traiter les sujets sur le fond et facilite la prise de parole pour ceux et celles qui ont parfois de la réserve à s'exprimer. Ainsi, c'est devant une assistance composée de facteur, d'agricultrice, d'artiste, de responsable de production, de travailleur-se-s sociaux et d'enseignants que chacun-e a pu faire partager à tou-te-s ses connaissances et ses expériences.

Le déroulé de cette journée de formation est consultable sur le blog du Picodent.

Michaël

**Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.**

La première Journée de formation en avril dans la vallée de la Drôme avait traité l'Altermondialisme avec les témoignages et explications des Alternatifs drômois-e-s et ardéchois-e-s présent-e-s à Porto Alegre et au Forum régional du Maroc, et un débat passionné autour de la question : pourquoi militer dans une organisation

et qu'est-ce que le pouvoir ?

La règle de la « fermeture éclair » : appliquée dans toutes les réunions des Alternatifs, elle consiste à alterner - en fermeture éclair - les interventions d'un homme et d'une femme et de donner en priorité la parole à ceux et celles qui ne se sont pas encore exprimé-e-s.



## Mais qui sont les Désobéissants ?

Des réseaux de formations à la désobéissance civile et d'activistes comme moyens de fédérer les luttes et redonner le goût aux gens de militer autrement, voici le pari qu'ont fait les Désobéissants. Créé en novembre 2006, le collectif les Désobéissants est né des réflexions menées par des militants pacifistes français en lutte contre le missile nucléaire M51.

Ils sont un réseau de militants altermondialistes et de simples citoyens engagés, partisans de l'action directe non violente, et indépendants des pouvoirs politiques.

Ils dénoncent et combattent, par la désobéissance civile,

les lois, les pouvoirs, les politiques et pratiques injustes. Ils tentent de tisser un vaste réseau de solidarité entre militants progressistes et altermondialistes formés à l'action directe non violente. Ils se veulent au service des luttes et pas un groupe en lutte de plus !

Ils tentent d'être présents à tous les niveaux (local, national, international) et sur toutes les luttes altermondialistes de manière créatives et ludiques (clowns, bikeblocs, banderoles, fanfares...)

Les méthodes de lutte sont les suivantes :

Ils appuient les actions directes non violentes de groupes

et d'organisations progressistes chaque fois qu'une politique injuste ou des pratiques irresponsables menacent le bien commun.

Ils forment les militants et citoyens à l'action directe non violente en organisant des stages de désobéissance civile. Certains de ces stages sont organisés en Drôme et en Ardèche.

Ils tentent de décroiser les milieux militants en favorisant les solidarités et les convergences entre les différentes luttes et pratiques altermondialistes.

Ils informent sur l'actualité des luttes désobéissantes.

Stéphanie

**Pour tout renseignement dans le sud-est : 06.75.59.18.26  
poullissounepoulide@yahoo.fr**





